



Assemblée générale

Soixante-quatrième session

Documents officiels

Distr. générale
21 janvier 2010
Français
Original : anglais

Deuxième Commission

Compte rendu analytique de la 21^e séance

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 23 octobre 2009, à 15 heures

Président : M. García González (Vice-Président) (El Salvador)
puis : M. Mohammed Cherif Diallo (Vice-Président) (Guinée)

Sommaire

Point 60 de l'ordre du jour : Développement agricole et sécurité alimentaire (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.



En l'absence de M. Park In-kook (République de Corée), M. García González (El Salvador), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 10.

Point 60 de l'ordre du jour : Développement agricole et sécurité alimentaire (*suite*)
(A/64/65 et A/64/211)

1. **M. Gotta** (Éthiopie) explique que le développement agricole et la sécurité alimentaire se trouvent au cœur des efforts entrepris par l'Éthiopie pour lutter contre la pauvreté. La stratégie d'industrialisation par le développement de l'agriculture considère que la transformation à long terme de l'économie nationale dépend de la transformation du secteur agricole, et prévoit des mesures telles que la libéralisation du marché des produits agricoles, le renforcement de l'offre de technologies qui améliorent les rendements, une plus forte participation du secteur privé et l'organisation de formations pour aider les agriculteurs à accroître leur capacité de production. Les augmentations régulières des budgets alloués par le Gouvernement au secteur agricole au cours de la dernière décennie ont permis des investissements continus dans les secteurs du renforcement des capacités, du développement des infrastructures et de la réglementation entre autres, et la production agricole éthiopienne a récemment progressé de 10 % par an en moyenne. Au cours des cinq dernières années, le produit national brut (PNB) a connu une croissance globale à deux chiffres et les exportations agricoles ont augmenté de 20 % chaque année depuis trois ans.

2. L'orateur remercie tous les partenaires de développement qui ont aidé l'Éthiopie à lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire au moyen de projets comme le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique. La sécurité alimentaire est étroitement liée au problème du changement climatique, et l'Éthiopie compte sur l'expression d'une coopération internationale sincère et efficace à la quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, espérant que celle-ci constituera une étape déterminante dans les initiatives mondiales en faveur de la sécurité alimentaire.

3. **M^{me} Lemieux** (Canada) dit que la communauté internationale doit consentir davantage d'efforts pour

aider les pays en développement les plus vulnérables à accroître leur production alimentaire, surtout si l'on entend se rapprocher des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Il faut trouver des solutions aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire, notamment le manque d'investissements en faveur du développement agricole durable, l'insuffisance de la production liée aux conditions météorologiques extrêmes, l'augmentation des coûts de production et l'accroissement de la population. De nombreux pays en développement ont fait des efforts louables pour contrer la tendance à la baisse des investissements grâce à des initiatives comme le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique, et la coopération Sud-Sud est un vecteur prometteur pour le partage des expériences dans le domaine de la production agricole durable. Les Nations Unies ont un rôle essentiel à jouer dans l'élimination de l'insécurité alimentaire, et le Canada encourage tous les organismes à renforcer leur coopération dans ce domaine.

4. Le Canada a l'intention de doubler ses dépenses consacrées au développement agricole sur trois ans pour honorer un engagement pris par les pays du G-8 au sommet de L'Aquila, et il a présenté dernièrement sa stratégie de renforcement de la sécurité alimentaire fondée sur l'aide alimentaire et la nutrition, l'agriculture et la recherche. Le Canada a pris d'autres mesures, comme le déliement de son aide alimentaire afin d'aider plus rapidement et à un moindre coût ceux qui en ont besoin tout en soutenant le développement agricole local; la collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM) pour la fourniture et la gestion des stocks alimentaires afin d'intervenir plus efficacement dans les situations d'urgence; la promotion accrue des suppléments nutritifs et de l'enrichissement des produits alimentaires; et la poursuite de sa forte tradition de recherche et d'innovation agricoles en soutenant le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale en vue d'accroître la teneur en micronutriments des aliments de base et d'explorer de nouvelles manières d'aider les communautés rurales vulnérables à s'adapter aux conséquences du changement climatique.

5. Alors que la communauté internationale prépare le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire, il est essentiel de respecter les engagements pris en matière de sécurité alimentaire et de développement agricole, notamment grâce à des politiques nationales. Il faut saluer le fait que le Comité de la sécurité alimentaire

mondiale de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a convenu des réformes à entreprendre pour le rendre plus cohérent et mieux coordonné, qui ne pourront que favoriser une meilleure convergence des politiques au niveau international.

6. **M. Sergeev** (Biélorus) souligne que les pays les plus pauvres sont aussi les plus touchés par la crise alimentaire mondiale. Il se félicite donc du Cadre d'action global mis au point par l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, qui constitue un instrument efficace pour la coopération internationale, et appelle les pays donateurs à fournir l'appui nécessaire à sa mise en œuvre. Dans ce contexte, les pays développés doivent avant tout chercher à réduire au minimum les restrictions à l'exportation et les tarifs douaniers sur les importations, et à garantir la libre circulation des produits agricoles. La conclusion du Cycle de négociations de Doha pour le développement constituerait une étape logique dans cette direction.

7. Les politiques protectionnistes, qui détruisent les marchés de biens et contribuent à la hausse des prix, s'inscrivent en parfaite contradiction avec la notion de partenariat, aussi la délégation biélorussienne appuie-t-elle l'appel lancé par le Secrétaire général pour engager les pays à s'abstenir de prendre de telles mesures et à renforcer la dimension humanitaire des politiques d'exportation.

8. On ne pourra parvenir à la sécurité alimentaire sans réduire les émissions de gaz à effet de serre. Le Biélorus a l'intention de contribuer au processus post-Kyoto et a pris des engagements majeurs pour réduire ses propres émissions. Paradoxalement, toutefois, la longueur du processus de ratification de l'amendement à l'annexe B du Protocole de Kyoto empêche le Biélorus de s'appuyer sur le mécanisme de Kyoto pour moderniser son économie. Il demande donc aux délégations d'accélérer la ratification de cet amendement dans leurs pays.

9. La crise alimentaire ne pourra pas non plus être surmontée sans le recours à une technologie nouvelle et de pointe. À cet égard, l'ambivalence actuelle concernant l'utilisation de biocarburants ne doit pas ralentir le développement de la bioénergie. La déclaration qui sera publiée au prochain Sommet mondial sur la sécurité alimentaire devra faire ressortir la nécessité pour tous les pays d'avoir accès aux technologies de pointe dans le secteur de l'énergie.

10. Bien que le secteur agroindustriel soit bien en place au Biélorus, sa capacité de production alimentaire pourrait être encore renforcée grâce à une coopération accrue avec la FAO. Dans le contexte de la crise alimentaire actuelle, celle-ci doit donc multiplier ses services d'aide technique aux pays pour augmenter la qualité et le volume de la production alimentaire.

11. **M^{me} Siriwatana** (Thaïlande), rappelant les prévisions selon lesquelles la faim dans le monde devrait empirer suite à la crise économique et financière, et la population atteindre 9,1 milliards de personnes en 2050, dit qu'il faut prendre sans attendre des mesures globales, coordonnées et à long terme pour répondre aux vastes et complexes questions du développement agricole et de l'insécurité alimentaire. La Thaïlande, qui dépend de l'agriculture, est en train de préparer un nouveau plan stratégique sur l'alimentation et l'agriculture qui couvrira des thèmes prioritaires tels que le transfert de technologie, le commerce équitable et le développement des infrastructures agricoles. En tant que grand exportateur de denrées alimentaires, elle s'est engagée à respecter l'équilibre entre la production et les exportations de riz et à conserver un marché agricole international libre et ouvert. Les petits exploitants, qui restent un élément important de la société rurale thaïlandaise, jouent un rôle essentiel dans la promotion de la sécurité alimentaire des foyers, la préservation de l'environnement et l'autonomie : ils doivent donc avoir les moyens de contribuer à la promotion d'un développement agricole durable et d'une utilisation durable des ressources naturelles, et à l'amélioration de la qualité de vie des pauvres.

12. Les défis courants posés par le développement agricole et la sécurité alimentaire ne peuvent être relevés sans un partenariat aux niveaux régional et international. La Thaïlande s'est employée, au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), à renforcer la coopération. Les mesures prises montrent la solide détermination des membres à assurer la sécurité alimentaire à long terme dans la région de l'ASEAN, notamment grâce au Plan d'action stratégique de l'ASEAN concernant la sécurité alimentaire et à la Réserve de riz pour les situations d'urgence en Asie de l'Est.

13. Grâce à la coopération internationale, la crise alimentaire pourrait servir de tremplin vers le développement agricole durable. Le partage des connaissances est particulièrement important, et des méthodes agricoles innovantes, telles l'agriculture

biologique et les entreprises communautaires, peuvent aider à équilibrer les profits et la durabilité. Dans le cadre des efforts tendant à relever les défis liés à la production, le commerce et les investissements doivent s'intensifier en aval dans des secteurs comme le traitement des produits alimentaires et la stratégie d'image.

14. Le système des Nations Unies peut jouer un rôle essentiel dans le transfert de technologies vers les pays en développement. Le Gouvernement thaïlandais a appuyé l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire créée par le Secrétaire général et le Cadre d'action global, et espère œuvrer aux côtés de tous les partenaires au Sommet mondial sur la sécurité alimentaire qui se tiendra prochainement à Rome. Insistant sur l'importance des ressources financières internationales destinées aux efforts de sécurité alimentaire des pays en développement, l'intervenante invite les pays développés à tenir leurs engagements à améliorer l'aide officielle au développement et rappelle que la Thaïlande s'est engagée à promouvoir un partenariat mondial pour le développement grâce à une coopération Nord-Sud, Sud-Sud, trilatérale et multilatérale.

15. **M. Taguri** (Jamahiriya arabe libyenne) dit que, malgré la légère diminution des prix des produits alimentaires de base observée récemment, les prix vont probablement connaître une nouvelle augmentation du fait de la hausse de la demande, de l'utilisation accrue des biocarburants et de l'absence de politiques agricoles nationales viables. La crise alimentaire va certainement menacer la stabilité politique, économique et sociale des pays les plus pauvres. Malgré l'utilité de l'aide alimentaire d'urgence, on ne peut apporter une solution radicale à ce problème sans reconnaître l'erreur des politiques internationales passées, qui n'ont pas su prendre en compte les menaces pesant sur la sécurité alimentaire malgré l'accroissement de la population, le changement climatique, le déclin de la production agricole et les signes d'une tendance spéculative concernant les produits alimentaires. Il est paradoxal qu'un monde qui dépense des centaines de milliards de dollars en armement se trouve confronté à une crise alimentaire alors que 30 milliards de dollars par an suffiraient à assurer l'augmentation de la production et à repousser la famine et la pauvreté.

16. La Jamahiriya arabe libyenne, pays importateur de produits alimentaires, a réduit ses tarifs douaniers sur les

importations de denrées. Elle encourage la production locale et a mis en place un projet visant à cultiver plus de 100 000 hectares de blé sur des terres irriguées. Pour l'Afrique, elle croit en l'importance d'une spécialisation intensive de la production agricole comme meilleur moyen de combattre la pauvreté et la faim. La grande diversité climatique, la fertilité et l'existence de sources d'eau douce qui caractérisent l'Afrique sont propices à l'organisation d'un effort commun pour répondre à tous les besoins alimentaires du continent. Les initiatives africaines engagées pour relever les défis de l'agriculture et de l'eau sont coordonnées conformément à la Déclaration de Maputo de 2003 et à la Déclaration de Syrte de 2004. La déclaration publiée par le treizième sommet africain tenu en juillet 2009, a mis en avant l'importance des investissements dans l'agriculture, d'un programme de développement agricole global pour l'Afrique, des efforts de lutte contre le changement climatique et de l'intégration africaine comme moyens de relever ces défis.

17. La Jamahiriya arabe libyenne contribue, en particulier, avec des pays situés au sud du Sahara, à des investissements conjoints dans des projets agricoles visant à assurer la sécurité alimentaire, et a organisé de nombreuses réunions auxquelles ont participé des responsables africains des secteurs de l'agriculture et de l'eau. Elle a aussi joué un rôle essentiel dans la mise en place et le financement d'institutions financières de la Communauté des États sahélo-sahariens, destinées à accorder des prêts et à financer des projets de production et de services dans plusieurs pays membres de la Communauté, et a par ailleurs encouragé les investisseurs libyens à investir dans les pays africains.

18. **M^{me} Aitimova** (Kazakhstan) indique que le Kazakhstan, qui compte déjà parmi les 10 premiers pays exportateurs de céréales au monde, est déterminé à augmenter encore sa production et ses exportations. Compte tenu de sa vaste superficie et de son activité agricole, le pays n'a rien à craindre pour sa propre sécurité alimentaire et dispose d'un grand potentiel d'exportation malgré de faibles précipitations annuelles, en particulier dans le contexte du changement climatique. Grâce aux mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre la crise alimentaire, y compris en constituant des réserves nationales de produits alimentaires de base, en accroissant l'aide publique au secteur agricole et en créant des ceintures agricoles autour des principales villes du pays, le Kazakhstan a maintenu sa sécurité alimentaire et rendu

les conditions plus propices à l'investissement dans le secteur agricole, étant donné qu'un accroissement des ressources financières permettrait des récoltes encore plus importantes.

19. Le Kazakhstan et la FAO ont signé un mémorandum de coopération dans la perspective de mener à bien des projets agricoles communs et de renforcer le développement du pays grâce à l'échange d'informations et de connaissances. Le Kazakhstan accorde une grande importance à la coopération avec l'ONU pour assurer la sécurité alimentaire au niveau régional, et un bureau régional de la FAO pour l'Asie centrale doit ouvrir à Astana. Depuis plusieurs années, le Kazakhstan fournit une aide alimentaire sous forme de céréales et de blé aux pays en difficulté. La délégation kazakhe exhorte les organisations internationales à faire parvenir des fonds à cette région par le canal du nouveau bureau régional de la FAO, conformément au récent accord du G-8 conclu à L'Aquila sur l'amélioration de la sécurité alimentaire mondiale. Il faut que les initiatives internationales conjointes prévoient la création d'une base de données commune sur la production et la consommation alimentaires mondiales, de manière à coordonner la recherche scientifique et à améliorer la logistique alimentaire.

20. **M^{me} Pessôa** (Brésil) souligne que si le rapport du Secrétaire général sur les changements climatiques et leurs répercussions éventuelles sur la sécurité (A/64/350) fait ressortir avec justesse certaines caractéristiques de la crise alimentaire (la persistance de la faim et de la malnutrition malgré une quantité suffisante de nourriture, la volatilité des prix, le sous-investissement chronique dans le secteur agricole et les conséquences des faibles récoltes sur la quantité de nourriture disponible), et s'il renvoie aux recommandations politiques globales issues de la dix-septième session de la Commission du développement durable et aux actions mondiales, régionales et nationales qui sont menées pour relever les défis de la sécurité alimentaire, il ne fait pas état d'importantes initiatives entreprises dans la région, comme l'initiative « L'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim en 2025 » et la création de banques alimentaires virtuelles, ni du travail important accompli par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Dans l'analyse des facteurs participant de l'augmentation des prix des denrées alimentaires en 2008, le rapport passe sous silence les subventions agricoles dans les pays riches, qui faussent les marchés

alimentaires mondiaux et entravent le développement rural dans les pays en développement, ou encore le prix élevé des combustibles fossiles.

21. Bien que le rapport se fonde en grande partie sur des données réelles, il renvoie parfois à des projections et des hypothèses qui ne reflètent pas correctement les difficultés rencontrées par les pays en développement : ainsi, l'affirmation selon laquelle le changement climatique pourrait provoquer des conflits liés aux rares ressources en terres et en eau s'inscrit en contradiction avec un autre rapport du Secrétaire général citant une étude selon laquelle la pénurie d'eau et de terre constitue un facteur prédictif de peu de valeur quant au risque de conflit armé, tandis que l'instabilité politique et d'autres facteurs semblent plus significatifs. Le changement climatique et l'agriculture durable doivent être considérés sous l'angle du développement durable, et les approches globales de la sécurité alimentaire doivent prévoir des investissements en faveur du renforcement des capacités et du transfert de technologies, par exemple, pour assurer l'adaptabilité à long terme.

22. **M. Limeres** (Argentine) dit que le nouveau Comité de la sécurité alimentaire mondiale sera le principal instrument de promotion international et gouvernemental des efforts menés par les pays pour éradiquer la faim et assurer la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous. À l'issue d'un processus de réforme transparent et non exclusif, il a été convenu que les fonctions du Comité seront doubles : d'une part, il coordonnera les politiques au niveau mondial et appuiera et conseillera les pays et les régions et, d'autre part, il assurera progressivement la coordination aux niveaux national et régional, encourageant le suivi et la création d'un cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Le Comité jouera aussi un rôle important dans l'établissement de liens avec les acteurs concernés et dans la promotion d'une meilleure coopération entre les organisations basées à Rome [FAO, PAM et Fonds international pour le développement agricole (FIDA)] et d'autres organismes des Nations Unies. Le nouveau Comité sera mieux adapté aux nouvelles réalités du système multilatéral, renforçant la gouvernance mondiale et contribuant à une meilleure coordination des efforts menés aux niveaux national et régional pour lutter contre la faim.

23. **M. Madani** (Afghanistan) tient à exprimer la reconnaissance de son pays au système des Nations Unies, notamment au PAM et à la FAO, pour leur aide et leur soutien continus à son pays et pour leurs efforts en

matière de recherche et développement et d'assistance technique dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, et se félicite de la récente initiative de L'Aquila sur la sécurité alimentaire mondiale.

24. Le secteur agricole de l'Afghanistan, autrefois florissant, a beaucoup souffert depuis que le pays a sombré dans le conflit. La productivité a décliné, les infrastructures sont détruites et la fluctuation des prix, ainsi que les sécheresses, ont provoqué des pénuries alimentaires. Bien que seulement 12 % du territoire soit fertile et se prête à l'agriculture, 80 % de la population vit en zone rurale et dépend de l'agriculture de subsistance : l'agriculture représente la moitié du PNB du pays. Toutefois, la guerre a laissé la majorité de la population, et notamment les agriculteurs, dépendants de l'aide internationale, et il est crucial de maintenir l'aide humanitaire et de créer des filets de sécurité alimentaire tout en investissant dans le secteur agricole et en le restructurant. Conséquence de la guerre et de la sécheresse, la malnutrition est un problème de plus en plus important, et la réalisation de l'OMD 1 exigera donc le déploiement d'efforts substantiels, avec l'appui de la communauté internationale, pour restructurer le secteur agricole. Les petits exploitants et les femmes, qui sont les plus exposés à l'instabilité politique et économique, doivent être au centre de la politique alimentaire et agricole de l'Afghanistan.

25. La reconstruction du secteur agricole afghan devra se faire en plusieurs étapes importantes. La productivité doit être améliorée grâce au recours à des pratiques durables, notamment la préservation de l'eau, dans la mesure où seule l'utilisation rationnelle des ressources naturelles permettra d'assurer la sécurité alimentaire. Il faut consacrer davantage de recherches et de fonds aux cultures et aux variétés de semences résistant à la sécheresse pour accroître la résistance au changement climatique et aux fluctuations des prix. Les infrastructures du pays, y compris les systèmes d'irrigation, doivent être reconstruites avec l'aide de la communauté internationale. Il faudra énoncer des politiques de fixation des prix des denrées alimentaires et créer des filets de sécurité en prévision des périodes où la flambée de ces prix entraîne une pénurie, afin que les secteurs les plus vulnérables de la société ne pâtissent pas des conséquences de l'instabilité des marchés alimentaires et financiers.

26. La reconstruction de l'Afghanistan est l'occasion de rétablir le pays dans son statut de producteur agricole autosuffisant et d'adapter les pratiques

agricoles aux effets du changement climatique et de la situation économique. L'orateur demande à la communauté internationale de continuer d'aider l'Afghanistan à surmonter les obstacles qu'il rencontre dans sa quête de la sécurité alimentaire.

27. **M. Berguño** (Chili) dit que toutes les subventions qui ont faussé le commerce international doivent être supprimées et qu'il faut garantir aux pays en développement un meilleur accès aux marchés des produits. Ainsi, tous les États, toutes les familles et tous les individus auraient un pouvoir d'achat supérieur et tous auraient un meilleur accès à la nourriture. La délégation chilienne demande à tous les États d'appuyer la réunion de haut niveau sur les crises alimentaire et économique dans les pays qui sortent d'un conflit, qui se tiendra le 29 octobre 2009 et sera organisée conjointement par le Conseil économique et social, la Commission de consolidation de la paix et le PAM.

28. **M. Valero Briceño** (République bolivarienne du Venezuela) déclare que si sa délégation salue les travaux de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire et prend note des recommandations présentées dans son Cadre d'action global, ainsi que l'important travail réalisé par la Commission du développement durable, elle n'en conteste pas moins certaines conclusions énoncées dans le rapport du Secrétaire général sur le développement agricole et la sécurité alimentaire (A/64/221).

29. La faim ne devrait plus exister dans le monde puisque la nourriture est produite en quantité suffisante pour tous. Pourtant, l'insécurité alimentaire dans les pays en développement va probablement s'aggraver dans le futur à cause de facteurs tels que la persistance de la répartition inégale des richesses mondiales, la concurrence déloyale de la part des sociétés multinationales et l'impact croissant du changement climatique. Le rapport du Secrétaire général ne fait nulle part mention de ces préoccupations.

30. Le capitalisme a transformé les merveilles de la nature en simples biens économiques pouvant être exploités à l'infini. Cette attitude a conduit inexorablement à la tragédie écologique à laquelle nous assistons actuellement. La République bolivarienne du Venezuela a néanmoins élaboré un nouveau modèle de production agricole basé sur une relation totalement différente avec la nature. Par ailleurs, étant donné que le droit à la nourriture est inscrit dans la législation

vénézuélienne, la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire sont des priorités nationales.

31. Le développement rural global revêt une importance cruciale, et le Gouvernement vénézuélien s'emploie notamment à renforcer l'agriculture en tant que secteur stratégique au regard de l'utilisation des terres et à promouvoir la redistribution des revenus. Le succès remarquable remporté dans différents domaines de la production agricole nationale a permis non seulement d'augmenter les revenus et d'élever le niveau de vie des Vénézuéliens, mais encore de prolonger l'espérance de vie et d'améliorer le bien-être de ces derniers.

32. **M. Traore** (Sénégal) souligne qu'alors que la production alimentaire mondiale a augmenté de manière exponentielle, le nombre de personnes souffrant de la famine n'a pas diminué. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, on compte plus d'un milliard de personnes sous-alimentées sur Terre. Par ailleurs, la prévalence de la faim dépasse 35 % dans 16 pays d'Afrique, et 20 pays africains demandent régulièrement une aide extérieure pour faire face à l'insécurité alimentaire.

33. La sous-alimentation compromet gravement les efforts déjà entrepris pour promouvoir la paix, la stabilité, les droits de l'homme, la santé et le bien-être, notamment dans le cadre des OMD. Le Sénégal se déclare par conséquent en faveur de la promotion du secteur agricole fondée sur l'ajustement de la demande, en particulier parmi les petits exploitants; le développement des zones rurales au moyen de mesures incitatives adaptées et d'investissements massifs; l'accroissement de la disponibilité des produits alimentaires et le renforcement des capacités pour promouvoir un développement rural global; et la garantie d'un accès immédiat à la nourriture pour les pauvres et les groupes vulnérables vivant dans les zones rurales ou urbaines grâce à des mesures de protection sociale et des filets de sécurité.

34. Toutefois, aucune de ces mesures ne peut aboutir si les pays développés maintiennent leurs subventions agricoles et leurs politiques commerciales protectionnistes. Les engagements internationaux à fournir une aide publique de développement (APD) doivent aussi être honorés afin de réduire la pauvreté.

35. À cet égard, les politiques endogènes sont elles aussi essentielles, et le Sénégal a, pour sa part, lancé une importante initiative en faveur de l'agriculture, de

l'alimentation et de l'abondance, programme agricole global qui s'est déjà traduit par une plus grande autosuffisance nationale pour le riz, principale denrée alimentaire du pays, et par une importante augmentation d'autres formes de production.

36. L'aide financière, technique et technologique internationale est essentielle à la poursuite du succès d'initiatives de ce type, et l'orateur se félicite de l'aide financière fournie par la Millennium Challenge Corporation et encourage d'autres donateurs à suivre cet exemple de partenariat fructueux avec son pays.

37. **M^{re} Migliore** (Saint-Siège) rappelle qu'en 2009, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde a dépassé pour la première fois le milliard. La nourriture produite suffirait à nourrir l'ensemble de la communauté mondiale, mais les systèmes inefficaces et mal gérés empêchent la capacité d'approvisionnement de s'adapter à la demande. Il faut de toute évidence adopter des politiques agricoles qui répondent aux besoins d'une population mondiale en constante augmentation.

38. Actuellement, en Afrique, seulement 10 % des 400 millions d'hectares de savane s'étendant du Sénégal à l'Afrique du Sud sont productifs. La politique d'agriculture à petite et moyenne échelles adoptée dans d'autres régions du monde au cours des 20 dernières années pourrait aider à exploiter le plein potentiel agricole de la savane africaine. Ces efforts devraient être soutenus par une réforme agraire immédiate et le réexamen des systèmes nationaux de propriété, entre autres politiques et mesures agricoles destinées à favoriser l'autonomie des agriculteurs.

39. La crise financière actuelle a montré qu'il faut accorder une plus grande importance au rôle du travail et de la production qu'à celui du capital, des transactions financières et de la spéculation, les effets déstabilisants de cette dernière continuant de plonger les agriculteurs dans une grande incertitude. Les subventions qui faussent le commerce et le marché doivent aussi être réévaluées afin que les agriculteurs des pays en développement aient la garantie d'un salaire équitable et soient en mesure de participer pleinement aux marchés national et mondial.

40. La science et la technologie, même si elles sont certainement nécessaires à l'amélioration de l'agriculture, ne suffisent pas à elles seules à apporter des solutions équilibrées aux problèmes du développement agricole et de la sécurité alimentaire. Il est donc nécessaire de réfléchir sérieusement à la

création d'une nouvelle économie agricole qui soit plus attentive aux besoins humains et aux relations dans lesquelles les agriculteurs sont devenus de véritables protagonistes.

41. *M. Mohamed Cherif Diallo (Guinée), Vice-Président, prend la présidence.*

42. **M^{me} von Lilien-Waldau** [Fonds international pour le développement agricole (FIDA)] déclare que le monde est entré dans une nouvelle période d'insécurité alimentaire où les efforts pour lutter contre la pauvreté et la faim sont sapés par la volatilité des prix des denrées alimentaires, la crise économique mondiale et les conséquences du changement climatique. Une grande partie des progrès faits vers la réalisation des OMD ont déjà été inversés : 1,4 milliard de personnes vivent toujours avec moins de 1,25 dollar par jour et le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde a atteint des niveaux historiques.

43. Si la récession économique mondiale actuelle est la cause principale de la nette augmentation de la faim dans le monde, l'absence d'investissements à long terme dans l'agriculture en est une cause sous-jacente. La récente instabilité politique déclenchée par l'augmentation des prix des denrées alimentaires a fait prendre conscience au monde des conséquences qu'aurait une négligence prolongée. On se rend de mieux en mieux compte que le développement agricole deviendra un problème critique qui ira en s'aggravant puisque la population mondiale devrait se chiffrer à 9,1 milliards de personnes en 2050.

44. Afin de lutter contre l'insécurité alimentaire mondiale, il est nécessaire d'adopter des mesures immédiates et des solutions à long terme qui s'inscrivent dans une démarche globale, comme prévu dans le Cadre d'action global élaboré par l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire. Le Cadre d'action global recentre à juste titre l'attention sur le rôle joué par les petits exploitants agricoles et les producteurs pauvres des zones rurales, notamment les femmes, dans la production alimentaire mondiale, la réduction de la pauvreté et la gestion des ressources naturelles, et sur la nécessité de soutenir la production agricole à petite échelle.

45. Le FIDA se félicite de la mobilisation, au cours de l'année écoulée, de la volonté politique axée sur l'amélioration de la sécurité alimentaire mondiale, comme l'a montré récemment l'engagement pris par le G-8 d'investir plus de 20 milliards de dollars dans

l'agriculture sur les trois prochaines années dans le cadre d'une initiative pour la sécurité alimentaire. Le FIDA se tiendra prêt à participer à toutes initiatives relatives à la sécurité alimentaire pour améliorer la vie des ruraux pauvres.

46. Au cours des 30 dernières années, le FIDA a investi 11 milliards de dollars dans des prêts à faibles taux d'intérêt et des subventions destinés à promouvoir le développement agricole et rural et à améliorer la sécurité alimentaire dans les pays en développement. Il espère augmenter de 50 % ces prêts et ces subventions pour atteindre 3 milliards de dollars au cours des trois prochaines années. Le FIDA fait fond aussi sur l'expérience acquise dans le cadre de ses programmes pour participer davantage à l'élaboration de stratégies et de plans nationaux et à la conception de projets.

47. Aucun organisme ne peut relever à lui seul les défis posés par la faim et la pauvreté. Des partenariats non exclusifs et transparents à tous les niveaux sont essentiels à l'adoption d'une approche coordonnée et complète, susceptible d'aboutir à l'objectif à long terme de la sécurité alimentaire pour tous.

48. **M. Mchumo** (Fonds commun des produits de base) rappelle qu'il existe un lien étroit entre le mandat du Fonds, qui appuie le développement socioéconomique des pays en développement en finançant des projets de mise en valeur des produits de base d'une part, et la question du développement agricole et de la sécurité alimentaire, d'autre part.

49. S'il est important de répondre aux besoins immédiats des populations vulnérables confrontées à une pénurie de nourriture, il est tout aussi nécessaire de trouver une solution aux problèmes structurels responsables de l'insécurité alimentaire à long terme, tels que les limites de la capacité de l'offre avec lesquelles les producteurs de produits de base doivent composer et la nécessité d'un environnement propice, notamment un système commercial international qui soit équitable, prévisible et obéisse à des règles.

50. La crise alimentaire doit par conséquent être envisagée selon une perspective globale et à long terme tenant compte des moyens qui permettraient d'augmenter les rendements et la productivité ainsi que d'autres moyens d'appuyer le développement des secteurs de l'agriculture et des produits de base. Dans ce contexte, le Fonds aide les petits exploitants à accroître leur productivité grâce à des projets stratégiques axés

sur le riz dans certains pays d'Afrique et d'Amérique centrale.

51. Le Fonds cherche à intensifier ses efforts en créant des fonds d'affectation spéciale pour des projets relatifs à la sécurité alimentaire réalisés avec des pays et des institutions donateurs potentiels. À cette fin, des ressources supplémentaires sont nécessaires pour permettre aux divers partenaires et institutions de développement du Fonds de mener une action pratique sur le terrain et améliorer la sécurité alimentaire.

52. Enfin, tout en saluant la création du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique, l'orateur fait remarquer que de telles initiatives doivent être gérées en coopération avec des organismes reconnus et expérimentés qui interviennent dans les secteurs de l'alimentation, de l'agriculture et de la mise en valeur des produits de base. Il faut donc identifier les partenaires potentiels ayant une expérience pratique en se basant sur leur expérience.

53. **M^{me} Ratsifandrihamanana** (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) fait remarquer que le Cadre d'action global a déjà recensé les domaines d'action prioritaires pour la communauté internationale face à la crise alimentaire mondiale. La communauté internationale est aussi consciente que, pour nourrir une population mondiale devant atteindre 9,1 milliards de personnes en 2050, la production alimentaire devra augmenter de 70 %, et qu'un investissement annuel net de 83 milliards de dollars dans le secteur de l'agriculture sera nécessaire. La FAO va donc continuer de travailler en coopération étroite avec les gouvernements, les organismes des Nations Unies, la société civile et le secteur privé afin de relever ces défis.

54. Les événements de ces deux dernières années ont montré que la sécurité alimentaire est essentielle à la sécurité nationale : la flambée des prix des denrées alimentaires a entraîné émeutes et instabilité sociale dans 22 pays, et 31 pays connaissent aujourd'hui des crises alimentaires graves nécessitant une assistance d'urgence.

55. Dans ce contexte, le Conseil de la FAO a décidé d'organiser le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire en novembre 2009 pour s'atteler à relever les principaux défis liés à la sécurité alimentaire. Les conclusions du Sommet doivent compléter et étayer la réforme en cours de l'Organisation, renforcer le Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, et améliorer la cohérence et

la coordination du Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO, qui a lui aussi entrepris une vaste réforme structurelle.

La séance est levée à 17 h 5.